

siècles

Siècles

Cahiers du Centre d'histoire « Espaces et Cultures »

42 | 2016

Zones humides et pouvoirs territoriaux

La Mechtchera au XX^e siècle. L'environnement russe entre ressource(s) et patrimoine

Meshchera Lowlands in the 20th Century. Russian Environment: Resource(s) or Heritage?

Laurent Coumel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/2962>

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Référence électronique

Laurent Coumel, « La Mechtchera au XX^e siècle. L'environnement russe entre ressource(s) et patrimoine », *Siècles* [En ligne], 42 | 2016, mis en ligne le 17 mars 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/2962>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

La Mechtchera au XX^e siècle. L'environnement russe entre ressource(s) et patrimoine

Meshchera Lowlands in the 20th Century. Russian Environment: Resource(s) or Heritage?

Laurent Coumel

- 1 Le 4 octobre 2014 le ministre de l'écologie et des ressources naturelles de Russie se rend dans le parc national « Mechtchera » de la région de Vladimir pour participer à la plantation de 6 000 pins dans le cadre d'une opération de reboisement des zones touchées par les incendies de l'été 2010. Cette année-là, nombre d'experts pointèrent comme facteur aggravant l'assèchement des marais et l'exploitation intensive des tourbières dans le passé¹. On vit alors s'affronter géographes, biologistes, hydrologues et « bonificateurs » (spécialistes praticiens de l'irrigation et du drainage). Un quotidien nationaliste publia une tribune de l'ancien ingénieur hydraulicien Boris Maslov : « Il ne faut pas envoyer les marais ! Le monde fragile de la nature. » L'auteur y faisait référence à sa propre expérience de plusieurs décennies passées dans la Mechtchera, et prêtait à son destin une dimension tragique :

« Récemment j'ai entendu une enseignante ayant fait des études supérieures affirmer que la bonification était coupable des incendies de tourbières : on a construit des canaux, asséché les marais et tout abandonné, en laissant les tourbières asséchées. La pauvre bonification [...] a été accusée de tous les maux à l'époque de la perestroïka gorbatchévienne [...] et c'est par [sa critique] qu'a commencé la destruction de l'URSS². »
- 2 Maslov attaquait ainsi les réformes lancées par le dernier secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique (désormais : PCUS), à partir de son arrivée au pouvoir en mars 1985, et notamment la décision de geler, en août 1986, le projet pharaonique visant à inverser le cours des fleuves de Sibérie et du nord de la Russie³. À une tout autre échelle, infrarégionale, que nous apprend l'évolution de la Mechtchera sur celle des pouvoirs et des sociétés ? Comment s'y est déroulé l'affrontement entre des visions concurrentes des

usages de la nature ? Peut-on voir dans cette tension – et son résultat – un symptôme de « l'âge de l'écologie » caractérisé par Joachim Radkau, pour les pays industrialisés, comme celui d'une attention renouvelée aux milieux et à leur fragilité⁴ ?

- 3 La Russie dans ses frontières actuelles compterait environ un tiers des marais et tourbières de l'ensemble de la planète⁵. La Mechtchera, située à 200 km au sud-est de Moscou, est délimitée par les rivières Kliazma au nord, Moskova et Oka à l'ouest et au sud, Sudoga et Kolp à l'est. Il s'agit d'une dépression d'origine glaciaire, comblée d'alluvions majoritairement sableux, couverte de forêts de pins, de bouleaux et de prairies parsemées d'une multitude de lacs et de marais, couvrant une surface totale de 30 000 km² environ⁶. Au cours du XX^e siècle, les usages et les représentations de cet espace se modifient sous le coup des impératifs économiques, sociaux et politiques : à partir des années 1960 y éclatent des conflits d'aménagement. S'ils n'ont pas eu le retentissement ni l'ampleur d'autres mobilisations en URSS – autour du lac Baïkal, de la mer d'Aral et de la Baltique, ou contre la construction de centrales nucléaires⁷ – ils constituent un poste d'observation inédit pour l'histoire des zones humides à l'Est.
- 4 Reléguée à l'arrière-plan des grands projets de transformation environnementale du stalinisme, la Mechtchera bénéficie d'une attention nouvelle sous Khrouchtchev et Brejnev, avant d'être finalement épargnée et en partie patrimonialisée. Au-delà des usages économiques, nous nous intéresserons donc aussi aux formes de mise en valeur esthétique et symbolique et à leurs interactions mutuelles.

Avant 1960 : un territoire déjà convoité

- 5 La Mechtchera représentait au début du XX^e siècle un défi technique pour les agronomes russes : la première tentative d'assèchement de terres à grande échelle à l'instigation des autorités centrales du pays, à la fin des années 1870, fut un échec. Le général Iosif Žilinskij (1834-1916), considéré comme l'un des pionniers de la bonification dans l'Empire russe pour avoir mené à bien l'aménagement de la Polésie (dans l'actuelle Biélorussie), se heurta au problème de la trop faible déclivité des pentes pour permettre la conquête de terres cultivables⁸. Dans son récit *Le Côté de la Mechtchera* (1939), l'écrivain Constantin Paoustovski (1892-1968) raconte :

« Sous Alexandre II déjà le général Žilinskij décida d'assécher les marais de la Mechtchera pour créer non loin de Moscou de grandes terres à coloniser. On y envoya une expédition. En vingt ans elle n'assécha qu'un millier et demi d'hectares d'une terre sur laquelle personne ne voulut s'établir – car elle se révéla très pauvre⁹. »

- 6 Dans cette nouvelle à forte dimension autobiographique, le narrateur se fait guide pour décrire le « pays » (*kraj*) de la Mechtchera, à la fois lieu et témoin privilégié d'une civilisation russe ancestrale où les humains vivent en symbiose avec la nature. L'écrivain se réfugie ainsi dans un récit coupé des réalités sociales et politiques de son temps, sans doute pour éviter censure et récupération idéologique¹⁰. Mais son propos résonne également comme un appel à considérer la nature en tant que ressource spirituelle et esthétique :

« On peut encore beaucoup écrire sur le pays de la Mechtchera. On peut écrire que c'est un pays très riche en forêts et en tourbe, en foin et en pommes de terre. Mais je fais exprès de ne pas écrire là-dessus. Comme si nous devons aimer notre terre uniquement pour sa richesse, ses récoltes abondantes qu'elle nous donne, et ses forces naturelles que nous pouvons utiliser pour notre bien-être ! Non [...]. Nous les

aimons aussi par ce que, malgré leur indigence, [ces régions] sont pour nous magnifiques. »

- 7 Rédigé peu après le transfert de la gestion de 90 % des forêts russes au très industrialiste Conseil supérieur de l'économie nationale (1929), et malgré la création en 1936 d'une Administration de protection des forêts attentive au sort des zones dites de « protection des eaux » (le long des grands fleuves Volga, Don et Dniepr, pour mise en valeur hydro-électrique), le texte de Paoustovski est en porte-à-faux avec le discours productiviste ambiant¹¹. L'industrialisation accélérée de l'URSS signifie alors la prédation des ressources, comme l'illustre le cas de la tourbe. En 1913, son extraction avait déjà été dynamisée par la mise en service de la première centrale électrique fonctionnant avec ce combustible organique. Après la prise de pouvoir des Bolcheviks en 1917, le plan d'électrification établi en 1920 sous l'impulsion de Lénine voit la construction de nouvelles centrales, comme celle de Šatura, dans la Mechtchera : l'exploitation mécanique des tourbières s'étend. Mais c'est surtout le premier plan quinquennal (1928-1933), sous Staline, qui marque un changement d'échelle. La technique du fraisage propulse l'URSS au rang de premier producteur mondial – qu'elle conserve jusqu'à 1991¹². Toutefois, du point de vue énergétique et politique, la tourbe est parallèlement délaissée au profit des grands barrages qui ont l'avantage, outre les volumes d'électricité produite, d'offrir de belles images de propagande pour le régime¹³. Paradoxalement, ces retenues gigantesques, qui ennoient des millions d'hectares, doivent permettre la conquête de nouvelles terres grâce aux systèmes d'irrigation à grande échelle destinés à « vaincre la sécheresse¹⁴ ». Dans ce contexte, la bonification des terres de Russie centrale perd de son intérêt. Pourtant, une commission instituée fin 1946, sous la direction de l'agronome autodidacte Trofim Lysenko (1898-1976), par ailleurs célèbre fossoyeur de la génétique en URSS, et de l'économiste statisticien Vasilij Nemčinov (1894-1964), étudie les possibilités de développer l'agriculture dans les régions centrales du pays – qualifiées de « Terres vierges des environs de Moscou », par allusion aux autres Terres vierges de Russie et du Kazakhstan, mises en valeur à partir de 1955¹⁵. Cette commission inspire en février-mars 1954 une série de décisions prévoyant notamment l'assèchement d'une partie de la Mechtchera, destiné à approvisionner la capitale en produits d'élevage et en pommes de terre – suivant les recommandations des biologistes et pédologues de l'université de Moscou¹⁶. Si les moyens budgétaires ne suivent pas, l'essentiel étant siphonné par les Terres vierges, la presse et les ouvrages de vulgarisation commencent à évoquer le potentiel agricole de la Mechtchera avec force superlatifs, et l'assèchement revient à l'ordre du jour¹⁷. En 1961, un guide touristique consacré aux croisières fluviales, type de repos très prisé à l'époque, la présente comme une zone largement inexplorée, ce qui explique son succès auprès des randonneurs venus des villes à la recherche d'une nature d'apparence inviolée :

« La dépression de la Mechtchera qui rejoint la vallée de l'Oka n'attirait autrefois que les chasseurs ou les *amateurs de nature*. Ici on trouve d'imposantes pinèdes, des lacs forestiers à l'eau sombre, des marécages, des bandes de sable où poussent genévrier et bruyère. Les rivières sont paresseuses et sinueuses, les marécages difficiles à franchir, les chemins peu praticables : c'est justement tout cela qui a attiré ici les randonneurs¹⁸. »

- 8 Le même ouvrage annonce l'assèchement dans les années suivantes de 350 000 hectares (3 500 km²). Le visage de la Mechtchera allait-il changer complètement, à l'exception des 22 000 hectares classés en réserve naturelle (*zapovednik*) depuis 1935 sur les rives de l'Oka et de la Pra son affluent, lieu d'habitat d'un rongeur en voie d'extinction en Europe, le

desman de Moscovie ? C'est justement non loin de cette réserve que surgissent des tensions autour de la conquête des terres agricoles.

1961, conflit environnemental sur l'Oka : loisirs contre assèchement

- 9 Un affrontement voit le jour autour de l'assèchement des méandres de l'Oka et de la Pra au début des années 1960 : premier cas de conflit environnemental attesté pour cette région. L'écho de cette mobilisation, même limité, témoigne des changements survenus avec l'avènement du Dégel khrouchtchévien : une certaine liberté d'expression est désormais permise sur ces sujets¹⁹. En juillet 1961, une lettre collective parvient au gouvernement de la république de Russie (désormais : RSFSR). Les auteurs, un groupe d'artistes et de scientifiques qui y viennent régulièrement en villégiature, dénoncent la manière dont la station de bonification locale (rattachée à l'administration de Riazan) endommage les paysages et les ressources halieutiques des lacs des environs d'Erahtur, petit village situé sur l'Oka²⁰. Tout en accusant les kolkhozes de pratiquer des coupes forestières abusives sur les rives et de ne pas mettre en culture les terres asséchées, ils alertent sur la pollution des eaux par les usines environnantes et le flottage du bois. Leurs arguments sont à la fois scientifiques – protection du desman et de la qualité des eaux –, esthétiques – préservation des paysages – et économiques : la pétition suggère de développer le tourisme dans cette partie de la Mechtchera avec des infrastructures légères (transport fluvial, aires de bivouac, camps de vacances...) pour « les travailleurs amateurs de nature, chasse, pêche, sports nautiques, etc.²¹ ». Ce mélange des genres est typique des discours écologistes du Dégel : on trouve ainsi mention de la préservation des paysages en bonne place dans la loi de 1960 sur la protection de la nature en RSFSR, premier jalon, bien que limité, d'un « tournant environnemental » officiel en URSS²².
- 10 L'intérêt touristique se confirme en 1966 avec la parution du premier guide destiné aux randonneurs visitant la Mechtchera. L'ouvrage commence par deux citations du poète Sergueï Essenine (1895-1925) et de Paoustovski²³. Il invite les lecteurs à venir découvrir cet espace à l'écart des grands flux touristiques – à la différence des côtes de la mer Noire dont la Crimée, des villes thermales du Caucase et des Carpates, à l'époque les destinations les plus prisées des Soviétiques²⁴. La même année, dans un livre de vulgarisation scientifique, sans doute le premier ouvrage grand public d'écologie publié en URSS, *Pour nous et nos petits-enfants*, le géographe David Armand (1905-1976) évoque la vallée de la Pra en des termes inquiets : « Ses berges sont magnifiques. Le resteront-elles après un millier de randonnées²⁵ ? » La mise en valeur touristique et sportive de la zone humide s'accompagne ainsi d'un souci de conservation via la patrimonialisation, « processus de reconnaissance²⁶ ». On descend la rivière en famille ou entre amis et on visite les lieux décrits par des écrivains de renommée nationale (Essenine surtout). En 1972 est monté à l'attention des élèves de 10-11 ans, un diaporama autour du récit de Paoustovski, mêlant au texte littéraire des photographies de paysages et de scènes naturelles²⁷.
- 11 Le conflit de l'été 1961 alimente une réflexion menée au sein du nouvel organe chargé de coordonner la gestion des eaux sur le territoire de la Russie, qui vient d'être créé en août 1960 : le Comité d'État des Eaux (désormais : GosVodHoz). Sa Direction de l'étude et de l'évaluation des ressources s'efforce de faire valoir son expertise au profit d'une vision

dite « intégrée » de l'utilisation des fleuves, rivières, lacs et marais, qui prenne en compte les intérêts de tous les acteurs et pas seulement des ministères productifs (énergie, agriculture et branches industrielles). L'affaire est évoquée par l'hydrologue Semen Vendrov (1908-1988) lors d'une réunion avec les responsables d'autres administrations et de la région de Riazan, le 31 août 1961. Jugeant nécessaire de « conserver la Mechtchera », il remarque :

« Désormais la pollution des rivières a pris des dimensions alarmantes. D'abord on a transformé en égouts la Âza, on est en train de faire la même chose avec la Moskova et la Klâzma, et à présent cet honneur va échoir à l'Oka²⁸. »

- 12 Notons que ce cri d'alarme ne concerne que la qualité des eaux : les paysages sont à peine évoqués et l'avis du GosVodKhoz transmis au gouvernement demande d'accorder davantage de moyens pour mener les travaux d'assèchement, prévus sur 100 000 ha en quatre ans²⁹. Peu après, le GosVodHoz est absorbé au sein du ministère de la Bonification et des Eaux de RSFSR, lui-même soumis aux décisions du puissant ministère du même nom (Minvodkhoz) de toute l'URSS, créé en 1965. De fait, la fonction de relais des lanceurs d'alerte environnementaux qu'avait eue ce comité à ses débuts est abandonnée au profit d'une gestion productiviste des ressources, comme le déplorent plusieurs observateurs à l'époque³⁰. Surtout, un nouveau tournant s'annonce au début de la décennie suivante : la relance du projet de transformation de la nature dans cette région.

1972-1974, reprise de l'utopie transformatrice : à la conquête des « Terres non noires »

- 13 C'est d'abord une catastrophe naturelle de grande ampleur qui touche la Mechtchera : suite à une sécheresse majeure, des incendies de forêts et de tourbières ravagent une partie de la RSFSR à l'été 1972. Au total, 100 000 soldats sont mobilisés, auxquels s'ajoutent quelque 345 000 civils de différentes administrations (forestiers et tourbiers pour la plupart) combattant les flammes en août-septembre³¹. À Šatura, où se rend le ministre de la Défense en personne, ce sont les tourbières asséchées qui brûlent : leur exploitation a laissé par endroits une couche de tourbe sèche atteignant 6 à 8 mètres d'épaisseur. Leur combustion souterraine est très difficile à stopper ; les fumées épaisses qu'elle dégage provoquent un épisode de smog particulièrement pénible à Moscou, pourtant distante d'environ 300 km³². Boris Maslov évoque ainsi la station de Solotča – bourgade où vécut Paoustovski, au sud de la Mechtchera, dans la région de Riazan :

« On a équipé en vêtements spéciaux et en bottes les conscrits et on les a envoyés dans les incendies. Le matériel des stations d'assèchement des prairies et des stations de machines et de tracteurs fut employé pour défendre les villages, les forêts et les marais. [...] Les kolkhozes et les sovkhozes prirent une part active à la lutte contre le feu, défendant leurs terres. Les incendies dans la Mechtchera [...] furent rapidement éteints³³. »

- 14 À cette version des événements répond une autre, moins glorieuse, consignée quelques semaines plus tard dans un rapport interne non publié à l'époque : à Solotča, c'est un gardien de la station de bonification qui aurait mis délibérément le feu à la forêt³⁴.
- 15 L'événement fut peu médiatisé, la censure s'exerçant à plein sur les incendies, comme sur toutes les autres catastrophes à l'époque soviétique – jusqu'à la *glasnost*³⁵. Mais il accéléra sans doute le lancement par les autorités, deux ans plus tard, d'un plan de modernisation agricole dans la région touchée par les incendies : celle dite des « Terres non noires »

(dont fait partie la Mechtchera). Sont désignés ainsi des territoires aux sols pauvres, à la différence du célèbre tchernoziom identifié au XIX^e siècle dans les régions méridionales de la Russie et en Ukraine notamment. La situation des kolkhozes et des sovkhozes, les deux formes d'exploitations agricoles collectives en URSS, y est alors devenue catastrophique : en 1973, leurs dépenses de fonctionnement ne sont couvertes qu'à respectivement 17 % et 8 %³⁶. Il en résulte un endettement massif, qui s'ajoute au « processus intensif de vieillissement » des campagnes³⁷, dans un cercle vicieux typique de la « déprise rurale accélérée » dont parlent alors les géographes occidentaux qui les étudient³⁸. Les experts de la Commission de planification d'État (*Gosplan*), chargés de préparer des mesures financées sur plusieurs années, notent le contraste entre la part des terres bonifiées dans les Terres non noires et celles des autres républiques ayant des milieux naturels équivalents (voir tableau).

Tableau 1 : Part des terres bonifiées dans quelques régions et républiques d'URSS

Région ou république	Terres non noires	Biélorussie	Lituanie	Lettonie	Estonie
Part des terres bonifiées dans la surface agricole en 1973 ³⁹	4 %	19 %	48 %	39 %	35 %
<i>Idem</i> vers 1991 ⁴⁰	?	?	83 %	80 %	78,6 %

LAURENT COUMEL, 2015.

- 16 Le décret de mars 1974 prévoit en conséquence un vaste programme d'aménagement et de mécanisation agricole, dont l'assèchement de terres destinées à être mises en culture : 256 000 hectares pour l'année 1975, puis 356 000 par an en moyenne de 1976 à 1980, dans le cadre du plan quinquennal en vigueur. Ces objectifs très ambitieux ne résistent pas aux mauvaises pratiques d'aménagement soviétiques. L'écrivain Boris Možaev (1923-1996), qui réside dans la région de Riazan, décrit dans sa nouvelle *Sur la route de la Mechtchera* le piètre état des terres bonifiées⁴¹. Un ingénieur s'y plaint :

« J'aimerais bien que vous m'expliquiez ce mystère : pourquoi chez les uns la bonification se fait comme il faut, alors que les autres n'en reçoivent qu'une sorte de caricature ? »

- 17 Un tiers intervient alors :

« Qu'est-ce qui n'est pas clair ici ? Nous sommes partis [en] Lituanie afin d'y observer une bonification exemplaire. Et voici ce que nous avons vu : là-bas les moyens sont répartis équitablement, c'est-à-dire 50 % pour la bonification, 50 % pour la mise en culture. [...] Là-bas on construit des routes, des immeubles d'habitation, des cours de ferme pour le bétail, etc. Tout est dans l'ordre : on assèche les champs, on coupe les haies, on pose des routes, on construit tout ce qui est indispensable. Alors que chez nous le plan prévoit 80 % pour la bonification, et seulement 20 % pour l'aménagement ! »

- 18 Le premier interlocuteur cite le cas d'un bras de rivière asséché où « pas un kopeck » n'a été versé pour l'aménagement : « Là tu ne passes ni à pieds ni en camion. Tu ne peux y aller qu'en hélicoptère. » La littérature sert de caisse de résonance aux critiques d'un observateur attentif des campagnes « modernisées ».

- 19 Le culte officiel de la bonification atteint des sommets en URSS à cette époque : en témoigne la création en septembre 1977 d'une médaille spéciale décernée « pour la transformation des Terres non noires de RSFSR⁴² ». Cette décoration qui présente sur son avers un tracteur labourant un champ à côté d'un hangar d'élevage sur fond d'une bande forestière et d'un soleil levant, entouré d'un épi de blé, fait suite à celle instaurée un an plus tôt « pour la construction du Magistral Baïkal-Amour » (BAM), autre grand chantier de la période brejnévienne⁴³. Fait nouveau, cependant, la transformation brutale de la nature est désormais présentée comme le fruit d'un équilibre entre besoins économiques et préoccupations écologiques : le projet soviétique se soumet ainsi tardivement, du moins en apparence, aux préoccupations environnementales.

1979, *greenwashing* en URSS

- 20 Témoignage de ce verdissement du discours sur les Terres non noires : en août 1979, un article publié dans les premières pages de la revue *La technique pour la jeunesse*, destinée à un public adolescent, présente les « problèmes de la bonification ». Véritable déclaration de bonnes intentions écologiques à propos de l'aménagement de cette région, il manifeste le « tournant environnemental » des discours médiatiques en URSS⁴⁴. Partant du constat que « l'avenir de la nature dépend pour beaucoup de l'activité [humaine] » et citant le décret de 1974 à propos de « l'influence de la production sur l'environnement », l'article dit répondre à la demande de « nombreuses lettres de lecteurs [...] inquiets du problème⁴⁵ ». Il est question du risque de disparition des marais accueillant baies, oiseaux et autres animaux, mais aussi des petites rivières et ruisseaux qu'ils alimentent et des massifs forestiers qui font la beauté des paysages. L'illustration choisie n'est pas une vue de ces derniers, mais une carte en couleurs tirée du projet officiel, qui montre sur les trois quarts d'une page le zonage des travaux planifiés dans la Mechtchera : sur la légende sont indiqués lacs et rivières, surfaces à assécher, à irriguer, exploitations de tourbe à usage agricole et forêts protégées. Le texte qui accompagne la carte cherche à rassurer le lecteur sensible à ces enjeux. Il évoque le cas d'un massif boisé épargné par les « bonificateurs » à la demande de la population locale, annonce la création de nouvelles réserves en zone marécageuse et passe en revue les instances chargées de préparer ensemble « l'évaluation scientifique intégrée des conséquences possibles » des aménagements par « une collaboration étroite » de scientifiques et d'étudiants des universités de Moscou et de Leningrad, instituts de recherche et organisations porteuses de projets⁴⁶. Sont cités le puissant *Minvodkhoz*, mais aussi le comité d'État d'hydro-météorologie et de contrôle du milieu naturel d'URSS, à l'époque un acteur majeur de l'émergence d'une réflexion en haut lieu sur les questions environnementales⁴⁷. Quatorze volumes de documentation ont été élaborés sous le titre de « schéma d'utilisation intégrée et de protection des ressources en eau et en terre de la dépression de la Mechtchera » : ils sont qualifiés, en référence à la Russie médiévale, de « diplôme (*gramota*) de protection » pour la région. D'un côté, il est prévu d'assécher un demi-million d'hectares (et d'en irriguer un quart où l'eau peut venir à manquer suivant les années) et de construire 150 petits barrages ; de l'autre, ces aménagements doivent « redonner une nouvelle vie » aux nombreux lacs naturels et améliorer ainsi les conditions de reproduction et d'alimentation des poissons et des oiseaux, créant à terme « un magnifique lieu de récréation⁴⁸ ». La démonstration se poursuit par la promesse d'un « parc national de la Mechtchera ». Si l'article de 1979 ignore superbement les risques

d'incendie provoqués par un assèchement systématique des marécages, en particulier pour l'extraction de tourbe, il évoque, en plus de la question des ressources en eau et des paysages, celle des nombreux sites archéologiques de la Mechtchera : « monuments » désignés comme « très anciens témoins de la culture de notre patrie⁴⁹ ».

- 21 Pour mieux comprendre cette rhétorique, un retour au début de la décennie s'impose. En effet, la revendication par des scientifiques soviétiques – biologistes, mais aussi géologues et géographes – d'espaces naturels protégés se déploie dans un contexte international favorable : en 1972 s'est tenue la première conférence de l'ONU sur l'environnement à Stockholm⁵⁰. Sur les zones humides, l'UNESCO avait aussi réuni une première conférence à Minsk en 1972 : les hydrologues soviétiques y avaient soutenu que le drainage des marais était sans effet majeur sur le débit des fleuves en aval⁵¹. En 1978, deux biologistes publient en URSS une étude qui pose la question de nouveaux espaces protégés dans le pays, y compris des « parcs naturels nationaux » (il n'existe alors que trois zones protégées de ce type dans le pays, la première ayant été créée en 1971 en république d'Estonie⁵²). Il s'agit d'assurer par des « mesures de protection limitées » la conservation de paysages et d'éléments qui favorisent la récréation et le tourisme de masse⁵³. L'ouvrage propose d'en créer un dans la Mechtchera. Enfin, après la convention de Ramsar signée en février 1971 en Iran (ratifiée en 1975) sur la protection des zones humides remarquables, et dans la lignée des travaux d'un groupe de travail associé à l'UNESCO sur ce sujet, deux botanistes, Marina Boč et Viktor Mazing, consacrent en 1979 un ouvrage aux « écosystèmes » des marais, reprenant la liste de ceux qu'il faudrait protéger en URSS, dont la Mechtchera. L'appel est cinglant :

« Du fait de l'augmentation des rythmes d'utilisation des marécages, la question de leur protection s'avère particulièrement urgente. Pendant longtemps ils ont été considérés comme des terres qu'il convenait seulement de modifier, c'est-à-dire d'assécher pour l'extraction de tourbe, la mise en culture de terres agricoles ou la plantation forestière⁵⁴. »

- 22 Les auteurs, qui insistent sur l'impact des actions faites sur les marécages en termes de « paysages », citent un autre ouvrage antérieur pour mettre en garde contre une approche des marécages « d'un point de vue utilitaire étroit⁵⁵ ». Parmi les arguments de Boč et Mazing, on trouve le souci de la conservation de la tourbe, qui « n'est pas seulement un combustible et un amendement, [mais] aussi un ensemble extrêmement riche d'éléments organiques et non organiques, dont certains biologiquement actifs : les perspectives de leur utilisation pourraient être gigantesques⁵⁶ ». L'usage récréatif et la valeur patrimoniale (les sites archéologiques et les lieux de combats entre l'armée allemande et les partisans pendant la seconde guerre mondiale) closent la liste⁵⁷.
- 23 Ainsi, à la fin des années 1970, l'existence dans l'opinion publique soviétique d'un courant sensible aux impacts environnementaux des grands projets d'aménagement conduit les autorités à verdir leur discours sur la transformation en cours de la Mechtchera. Mais la pression vient aussi du contexte international, qui encourage les partisans d'une protection spécifique des marais, autant que de leur patrimonialisation. Elle contribue au retour d'une vision des milieux historicisée, socialisée, au lieu d'une nature naturalisée, réduite à une simple ressource aménageable – pour emprunter la terminologie d'Alice Ingold, employée dans un tout autre contexte mais véritablement opératoire ici⁵⁸.

Épilogue : « âge de l'écologie » ou retour à une nature historicisée ?

- 24 Dans la Mechtchera comme dans le reste des Terres non noires, le projet soviétique de mise en valeur par assèchement a largement échoué, principalement pour des raisons administratives et économiques (le manque de moyens et de coordination pour mener à bien cette conquête). Les mesures prises n'ont pas réussi à enrayer la dépopulation des villages : la région de Riazan, comme celle de Vladimir, a perdu plus de la moitié de ses ruraux entre 1959 et 1989⁵⁹. Surtout, les effets d'annonce d'une gestion harmonieuse des ressources ont été réduits à néant par l'impéritie des pouvoirs territoriaux, comme le souligne un rapport publié en décembre 1986 – quelques mois après l'abandon du projet d'inversion des fleuves, dans un contexte de critique tous azimuts de la bonification et de ses partisans⁶⁰. Il dénonce la mauvaise utilisation des terres asséchées, rendues le plus souvent impropres à la culture, et la destruction environnementale qui en résulte.
- 25 Au final, c'est une approche patrimoniale qui l'emporte avec la création simultanée, en 1992, quelques mois après la fin de l'URSS, de deux parcs naturels nationaux, couvrant chacun une centaine de milliers d'hectares, dans les régions de Vladimir et de Riazan. Ils comprennent trois types de zones : à protection élevée, récréatives, et à vocation économique (agricole : élevage). La légende de la carte touristique officielle des zones récréatives à la fin des années 1990 distingue, dans l'ordre : 1) les sites d'habitat d'animaux rares et protégés ; 2) les lieux habités par des « hommes anciens » ; 3) des lieux mémorables de la littérature russe (maisons habitées par Essenine et Paoustovski) et 4) des églises « monuments d'architecture ». Nature et culture sont liées indissociablement dans cette représentation de l'environnement protégé, sans qu'il n'y ait rupture totale avec la période soviétique : en septembre 1986 une initiative conjointe des ministères de l'Agriculture et de la Forêt préconisait de créer plusieurs parcs dans le pays, dont un à la frontière de trois régions (Moscou, Vladimir et Riazan), selon un projet de la faculté de biologie de l'université de Moscou⁶¹.
- 26 Les parcs nationaux de la Mechtchera sont donc nés de l'échec du projet de transformation de l'environnement dans cette région. Dans ces conditions, ce n'est pas « l'âge de l'écologie » qui triomphe, mais plutôt les nécessités sociales et économiques (la fin de l'activité agricole et industrielle dans cette région) et les aspirations de l'élite scientifique centrale (moscovite) à préserver des espaces patrimoniaux. Faute d'une réelle mobilisation autour des enjeux environnementaux, le statut de protection est adopté d'en haut, à l'instigation du gouvernement fédéral, sorte de compensation après l'abandon du projet de bonification massive – et moyen pour les pouvoirs régionaux de reconstruire leur légitimité autour d'une identité nouvelle, à forte vocation touristique. Le retour à une approche patrimoniale des milieux, opposée aux visées technocratiques de l'ère soviétique, est donc avant tout un choix par défaut. Cette conclusion, pour être vérifiée et élargie en Russie et dans d'autres pays liés au destin de l'ex-URSS, appelle de nouvelles enquêtes dans le cadre d'une histoire environnementale à la fois transnationale et localisée, attentive aux territoires comme aux processus globaux.

NOTES

1. Marie-Hélène Mandrillon, « Une puissance forestière à l'abandon », *Le Monde diplomatique*, octobre 2010, p. 4.
2. Boris Maslov, « Ne nado topit' bolota! Hrupkij mir prirody », *Sovetskaâ Rossiâ [La Russie soviétique]*, 11, novembre 2010.
3. Philip Patrick Micklin, « The Siberian Water Transfer Scheme » dans Stanley D. Brunn (ed.) *Engineering Earth: The Impacts of Megaengineering Projects*, Dordrecht, Springer, 2011, p. 1515-1530.
4. Joachim Radkau, *The Age of Ecology*, Hoboken, John Wiley & Sons, 2014.
5. Marina Botch (dir.), *Wetlands in Russia*, vol. 2, Moscou, Wetlands International Papers, n° 49, 1999, p. 8.
6. Laurent Touchart, *Les Milieux naturels de la Russie, une biogéographie de l'immensité*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 224.
7. Paul Josephson et alii, *An Environmental History of Russia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.
8. Nikolaevič D'âkonov et Valerij Stanisl'vovič, *Meliorativnaâ geografiâ [Géographie de la bonification]*, Moscou, Izdatel'stvo Moskovskogo Universiteta, 1995.
9. Konstantin Paustovskij, *Mešerskaâ storona*, Moscou, 1939 [traduction par l'auteur du présent article]. Le texte, comme celui d'autres sources littéraires citées dans cet article, a été consulté dans une version en ligne, d'où l'absence de pagination.
10. Leonid Heller, « Konstantin Paustovskij, écrivain modèle [Notes pour une approche du réalisme socialiste] », *Cahiers du monde russe et soviétique*, 26, n° 3, 1985, p. 313-352 et Sophie Ollivier, *Paoustovski, l'homme du dégel*, Paris, L'Harmattan, 2008.
11. Stephen Brain, *Song of the Forest: Russian Forestry and Stalinist Environmentalism, 1905-1953*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2011, p. 79-128.
12. *Encyclopédie minière [en russe]*, Moscou, 1991, s.v. « Industrie de la tourbe ».
13. Loren Graham, *The Ghost of the Executed Engineer: Technology and the Fall of the Soviet Union*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1993 ; Klaus Gestwa, *Die Stalinschen Grossbauten des Kommunismus: sowjetische Technik- und Umweltgeschichte, 1948-1967*, Oldenbourg, Wissenschaftsverlag, 2010.
14. Slogan célèbre d'une affiche pour le Plan stalinien de transformation de la nature en 1948.
15. Boris Maslov, *Očerki po istorii melioracii v Rossii [Essai d'histoire de la bonification en Russie]*, Moscou, 1999, p. 311 ; S. Brain, *Song of the Forest [...]*, p. 140-167 ; Nikolai Dronin et Edward G. Bellinger, *Climate Dependence and Food Problems in Russia, 1900-1990: The Interaction of Climate and Agricultural Policy and Their Effect on Food Problems*, Budapest / New York, Central European University Press, 2005, p. 171-217.
16. Archives de l'Académie des sciences de Russie (Moscou), fonds 487 [Société dokutchaevienne des pédologues de Russie], inventaire 2, document 30 : Sténogramme de la réunion consacrée aux tâches d'élévation de la fertilité des sols et de la conquête de nouvelles terres à la lumière des décisions de des plénums de septembre et février-mars du PCUS, l. 154.
17. B. Maslov, *Očerki [...]*, p. 312.
18. Georgij Ivanovič Kublickij et Rimma Nikolaevna Kublickaâ, *Putevoditel' po Volge, Kame, Oke, Donu*, Moscou, 1961, p. 122.
19. Laurent Coumel, « Des riverains à distance : résistances à l'aménagement des cours d'eau en Russie, années 1960-années 1980 » dans Isabelle Parmentier et Olivier Servais (dir.), *Le Pouvoir des riverains [à paraître]*.

20. GARF [Archives d'État de la Fédération de Russie], A-637, inventaire 1, dossier 19, p. 13-19.
21. *Ibid.*, p. 18.
22. Laurent Coumel, « A Failed Environmental Turn? Khrushchev's Thaw and Nature Protection in Soviet Russia », *The Soviet and Post-Soviet Review*, n° 2, 2013, p. 167-189.
23. A. Popov, *Po mešerskomu kraû* [Dans la contrée de la Mechtchera], Moscou, Profizdat, 1966.
24. Diane Koenker, *Club Red: Vacation Travel and the Soviet Dream*, Ithaca, Cornell University Press, 2013.
25. David Armand, *Nam i vnukam*, Moscou, Mysl', 1966, illustration du cahier final p. 255 et suivantes.
26. Michel Vernières (dir.), *Patrimoine et développement : études pluridisciplinaires*, Paris, Karthala, 2011.
27. <http://diafilmy.su/106-mescherskaya-storona.html> [page consultée le 03 novembre 2015]
28. GARF, A-637/1/5, p. 107.
29. GARF, A-637/1/19, p. 23-27.
30. D. Armand, *Nam [...]*, p. 84.
31. GARF, A-259 [Conseil des ministres de RSFSR]/46/2608a, p. 6.
32. T. Lukyanova, N. Matveyev, T. Ganina, I. Sushkova, « Current Issues of Fire Risk Territories of West Meschera », *Vestnik MGU. Seria « Estestvennye nauki »*, n° 3, 2011, p. 120.
33. B. Maslov, « Ne nado topit' [...] ».
34. GARF, A-259 [Conseil des ministres de RSFSR]/46/2608a, p. 22.
35. P. Josephson *et alii*, *Environmental history [...]*, p. 142.
36. RGAE [Archives d'économie de l'État Russe], fonds 4372 [Gosplan], inventaire 67, dossier 7095, p. 22.
37. *Ibid.*, p. 19.
38. Marie-Claude Maurel, « L'organisation de l'espace rural soviétique. Cadres de vie et trames spatiales », *Annales de Géographie*, 1979, t. 88, n° 489, p. 549-580, p. 572.
39. RGAE 4372/67/7095, p. 12.
40. D'après B. Maslov, *Očerki [...]*, p. 314. L'auteur ne précise pas la date exacte pour ses données, mais il s'agit de la fin de la période soviétique.
41. *Po doroge v Mešeru*, nouvelle datée de 1976, mais publiée seulement en 1990, à la fin de l'ère soviétique.
42. *Vedomosti Verhovnogo Soveta SSSR [Bulletin du Soviet suprême d'URSS]*, n° 40, 1977, p. 600.
43. Christopher J. Ward, *Brezhnev's Folly: The Building of BAM and Late Soviet Socialism*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2009.
44. Sur l'expression et son usage critique, voir Michel Letté, « Le tournant environnemental de la société industrielle au prisme d'une histoire des débordements et de leurs conflits », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 113, 1/2012, p. 142-154.
45. Tat'ana Merenkova, « Nečernozem'e : problemy melioracii », *Tehnika-Molodeži*, n° 8, 1979, p. 2-5.
46. *Ibid.*, p. 3.
47. Josephson *et alii*, *Environmental history [...]*, p. 204-206.
48. Tat'ana Merenkova, « Nečernozem'e [...] » , p. 4.
49. *Ibid.*, p. 5.
50. Yannick Mahrane, Marianna Fenzi, Céline Pessis et Christophe Bonneuil, « De la nature à la biosphère », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 113, 1/2012, p. 127-141.
51. A.G. Bulavko et V.V. Drozd, « Bog reclamation and its effect on the water balance of river basins » dans *Hydrology of marsh-ridden areas: proceedings of the Minsk Symposium, June 1972*, Paris, Unesco, 1975, p. 461-467.
52. N.F. Rejmers et F.R. Štil'mark, *Osobo ohranâemye prirodnye territorii [Les Territoires naturels spécialement protégés]*, Moscou, Mysl', 1978.

53. *Ibid.*, p. 26.
54. Marina Boč et Viktor Mazing, *Ėkosistemy bolot SSSR [Les Écosystèmes des marécages d'URSS]*, Leningrad, Nauka, 1979, p. 144.
55. K.E. Ivanov, *Vodoobmen bolotnyh landšaftov [Les Échanges d'eau dans les paysages marécageux]*, Leningrad, Gidrometeoizdat, 1975.
56. M. Boč et V. Mazing, *Ėkosistemy [...]*, p. 144.
57. *Ibid.*, p. 145-146.
58. Alice Ingold, « To Historicize or Naturalize Nature: Hydraulic Communities and Administrative States in Nineteenth-Century Europe », *French Historical Studies*, 32, n° 3, 2009, p. 385-417.
59. Lúbov Denisova, *Isčezaušaâ derevnâ Rossii : nečernozem'e v 1960-1980egody [La Campagne disparue de Russie : les Terres non noires dans les années 1960-1980]*, Moscou, Académie des sciences, 1996, p. 135.
60. GARF, A-259 [gouvernement de la RSFSR], inventaire 48, delo 9284 : Rapport remis en décembre 1986 à la commission de protection de l'environnement du Conseil des ministres de RSFSR.
61. GARF, A-259/48/9336, p. 4-15 : Courrier d'envoi daté du 12 septembre 1986.

RÉSUMÉS

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, la dépression de la Mechtchera, en Russie européenne, est au cœur de conflits d'aménagement : les travaux d'assèchement mettent en péril les paysages et leur valeur culturelle, soulignée par des écrivains. Liée à l'essor du tourisme dans cette région, une première mobilisation dans les années 1960 lance l'alerte, mais la bonification reprend dans la décennie suivante, dans le cadre des grands travaux brejnéviens. Finalement, ce sont les difficultés économiques et le contexte global d'invention de l'environnement qui favorisent la mise en place d'une protection de type patrimonial (parcs naturels nationaux) dans les années 1990, plus qu'un véritable « âge de l'écologie » impliquant les populations locales. Cette étude de cas prouve l'intérêt d'une histoire à la fois transnationale et territorialisée de l'environnement en URSS.

During the second half of the 20th century, Mechtchera Lowlands, located in European Russia, become a place of planning conflicts. Drainage works endanger landscapes and their cultural value, which has been stressed by soviet writers. Connected to the tourism boom in that region, a first mobilization in the 1960s alerts to the issue but doesn't prevent the resumption of land reclamation in the next decade, as part of Brezhnev time's major projects. In the end, economic challenges and the global context of rise of environmentalism allow the concretization of protection-patrimonialization (with two national natural parks) in the early 1990s, rather than a real "age of ecology" involving local populations. This case study proves the interest of a both transnational and territorialized history of the environment in the USSR.

INDEX

Keywords : environmental history, wetlands, tourism, ecology, heritage, territory, USSR, Russia, 20th century

Mots-clés : histoire environnementale, zones humides, tourisme, écologie, patrimoine, territoire

Index géographique : URSS, Russie

Index chronologique : XXe siècle

AUTEUR

LAURENT COUMEL

Docteur en histoire contemporaine, chercheur contractuel au CNRS pour le projet ANR-DFG

« EcoGlobReg »

CERCEC, Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen, Paris, CNRS-EHESS,

UMR 8083 / Centre d'études franco-russes, Moscou, CNRS-MAE, USR 3060